



16 novembre 2011

Les fraudeurs

Sarkozy veut paraît-il s'attaquer aux « fraudes sociales », un tapage énorme est organisé à ce sujet. Le gouvernement, le MEDEF, les Ministres, tous les médias au service du capital, bref tout le monde bien pensant s'acharne sur la question. Leur but : montrer par de faux exemples scandaleux que la fraude des salariés et du peuple entrave lourdement le redressement de notre pays.

La Sécurité Sociale ? **Le montant des cotisations non payées par certaines entreprises s'élève à 15 milliards d'euros**, alors que le déficit de la Sécu en 2011 est de 18,9 milliards ! Mais nous sommes encore loin du compte : **l'exonération de cotisations sociales patronales** est en hausse depuis 2002 de 55%, **elle représente près de 30 milliards d'euros annuels de rentrées en moins pour la Sécu**. Ce n'est pas tout : de source officielle le travail non déclaré est le premier poste de fraude fiscale. Les employeurs sont connus, ils sont dans la confection, le bâtiment ou ailleurs. Mais aucune mesure n'est prise. Le gouvernement est complice du travail au noir. **La régularisation de ces salariés rapporterait à elle seule plusieurs milliards à la Sécu.**

Faites le compte : d'un côté près de 50 milliards détournés par le patronat, de l'autre absolument rien de comparable avec une telle somme. Et c'est pourtant de ce côté que tous insistent si lourdement ! C'est le coup du prestidigitateur : attirer le regard du côté où rien ne se passe pendant que l'autre... on effectue la passe.

On voit où Sarkozy et le patronat veulent aller. Ils répètent en chœur que « le coût du travail pénalise notre économie ». D'où la nécessité pour eux de diminuer encore plus les cotisations que le patronat verse à la Sécu. Comment ? En augmentant la TVA, payée essentiellement par le peuple. Une partie de la TVA serait versée à la Sécurité Sociale pour remplacer les milliards que les employeurs n'auraient plus à verser. Que resterait-il dans ce cas de notre système de protection sociale ?

Nos avantages de 1945, acquis au lendemain de la guerre seraient ainsi liquidés.

PS : On apprend aujourd'hui que pour les 9 premiers mois de l'année, les bénéfices des entreprises du CAC40 devraient encore progresser de 5,5% à 87 milliards d'euros.

www.sitecommunistes.org